



**Organisation Arabe pour le Développement Agricole**

**Termes de référence pour la formulation du Programme Régional  
d'Appui au Développement des Filières Stratégiques pour la  
sécurité alimentaire et nutritionnelle, le renforcement de la  
résilience et la promotion de l'intégration économique dans les  
pays du Sahel**

**Janvier 2024**

## 1 Contexte et justification

Il a été réalisé en 2018, par l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA) avec l'appui financier de la Banque Arabe pour le Développement en Afrique (BADEA), une Etude diagnostique dans cinq pays de la région du Sahel à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et Tchad, et dont la finalité est de définir les potentialités des produits agricoles, animaliers et halieutiques afin de formuler un Programme régional de développement durable et d'intégration économique de ces Etats.

Les principales conclusions de l'Etude révèlent que sur le plan socio-économique, le contexte est marqué par deux phénomènes majeurs : (i) une croissance démographique très forte avec un taux moyen qui est de l'ordre de 3% par an, (ii) une situation économique très volatile du fait de l'instabilité des prix des matières premières, notamment des hydrocarbures.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire touchent respectivement plus de 45% et entre 10 et 15% de la population, selon les pays et les années. L'analphabétisme demeure élevé, empêchant la région d'exploiter et de tirer profit du dividende démographique. Le chômage touche de plein fouet les jeunes, dans un contexte où plus de 60% de la population a entre 0 et 35 ans.

L'Etude diagnostique a révélé que le potentiel de développement des productions agricoles et halieutiques des pays de la région du Sahel est immense et largement sous exploité. En effet, moins de 21% des terres arables de la région sont mises en valeur chaque année. Les potentialités sont dominées par trois produits : (i) les céréales, (ii) le bétail avec un cheptel qui a plus que doublé en dix ans et (iii) les produits halieutiques pour lesquels la Mauritanie se détache clairement par l'importance de son potentiel.

Le potentiel hydrique de surface et souterrain est également immense, plus de 5000 milliards de m<sup>3</sup> d'eau. L'exploitation de ce potentiel à des fins d'irrigation et d'abreuvement des animaux est encore très faible, moins de 2%.

Malgré ce potentiel, la situation alimentaire et nutritionnelle demeure précaire. Elle est marquée par des cycles récurrents de crises qui confinent entre 10 et 15% de la population dans la précarité. Le taux de malnutrition demeure préoccupant, bien qu'en baisse significative dans tous les pays.

Les causes de cette insécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale sont nombreuses : (i) les effets de la variabilité et du changement climatiques qui affectent les systèmes de production, (ii) la forte croissance de la population et du cheptel dans un milieu aux conditions écologiques particulièrement austères, (iii) l'insécurité des personnes et des biens qui empêchent l'exploitation de certains potentiels et (iv) les imperfections du marché des produits agricoles (locaux et internationaux).

Cette étude a été actualisée en 2023 afin de mettre à jour les données et les informations par rapport à l'évolution de la situation sécuritaire, socio-économique et les impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie à Coronavirus (COVID 19) ainsi que de la conjoncture internationale.

L'actualisation de l'étude a permis d'identifier les bases de lancement d'un programme régional d'appui au développement des filières stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le renforcement de la résilience et la promotion de l'intégration économique entre les pays concernés à travers la promotion des filières porteuses stratégiques de chaque pays.

Les enjeux de ce programme sont entre autres :

- l'alimentation convenable d'une population croissante qui s'urbanise ;
- la promotion de systèmes de production durables et résilients au changement climatique ; et aux crises sécuritaires et économiques internationales ;
- l'amélioration de l'attractivité du secteur agricole pour les jeunes, les femmes et les investisseurs privés en termes de création d'emplois décents et de revenus ;
- la promotion de l'environnement économique, institutionnel et politique favorable au développement des filières ;

Quatre composantes ont été identifiées pour la mise en œuvre du programme à savoir :

1. Composante 1 : Amélioration des systèmes production pour accroître la productivité et la compétitivité des filières stratégiques : céréales, élevage et produits animaux et halieutiques
2. Composante 2 : Promotion de chaînes de valeur agroalimentaires inclusives génératrices d'emplois pour les jeunes et garantes d'autonomisation des femmes
3. Composante 3 : Renforcement du cadre réglementaire et le marché régional des produits agricoles, animaliers, halieutiques
4. Composante 4 : Appui institutionnel aux Etats et aux acteurs et gestion du programme

Une note conceptuelle du projet de programme est élaborée à la suite de l'actualisation de l'étude diagnostique. Il devra servir de document de travail de base pour la formulation complète du programme régional.

Les présent TDR ont pour objectif de recruter un cabinet en vue de la formulation du Programme Régional d'Appui au Développement des Filières Stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le renforcement de la résilience et la promotion de l'intégration économique dans les pays du Sahel.

## 2 Objectifs de la mission actuelle

L'objectif principal de la mission actuelle est de :

**formuler, sur la base des principales conclusions de l'Etude diagnostique actualisée et de la note conceptuelle, un Programme Régional d'Appui au Développement des Filières Stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le renforcement de la résilience et la promotion de l'intégration entre les pays du Sahel.**

De manière spécifique, il s'agira de :

- Affiner l'analyse du contexte stratégique régional en général, et celui de chacun des pays membres en particulier, en insistant sur les dimensions sectorielles et institutionnelles et les grands objectifs nationaux de développement auxquels, le Programme contribue en lien avec la sécurité.
- Affiner l'analyse des problèmes et des solutions pour la promotion des filières porteuses en vue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le renforcement de la résilience et la promotion de l'intégration entre les pays du Sahel ;
- Définir les objectifs de développement (global et spécifiques) ; les zones d'intervention, les bénéficiaires (directs et indirects) et les quantifier par axe et sous composantes en prenant en compte les jeunes, les femmes et les personnes déplacées.

- Définir les objectifs de chaque composante, identifier les sous-composantes qui les sous-tendent, ainsi que les actions à réaliser dans chaque sous-composante et les quantifier ;
- Faire ressortir les résultats d'impacts et d'effets économiques, sociaux et environnementaux (quantifiés) à atteindre à l'issue de la mise en œuvre des composantes du Programme.
- Définir les parties prenantes ainsi que leurs rôles dans la mise en œuvre des composantes du Programme.
- Proposer une stratégie et les modalités opérationnelles de mise en œuvre (portage régional, mise en œuvre déclinée au niveau national ou local, identifier les porteurs nationaux et locaux) et définir les différentes phases du programme en prenant en compte la dimension de gestion sensible aux conflits.
- Proposer un budget détaillé par composante et sous composantes, et une planification de mise en œuvre.
- Définir un dispositif institutionnel de mise en œuvre, un cadre de suivi et évaluation, éventuellement, le dispositif d'assistance technique ou de backstopping ainsi que la durabilité des actions,
- Identifier les hypothèses conditionnant la réussite de la mise en oeuvre, les risques probables auxquels le Programme pourrait faire face et les stratégies de mitigation appropriées.

### 3 Résultats attendus

Le principal résultat attendu est un Document détaillée de programme conformément aux objectifs détaillés dans les présents Termes de référence et au canevas préalablement validé.

Il comprendra :

- une version provisoire qui sera soumis à validation par toutes les parties prenantes ;
- une version définitive tenant compte des amendements des parties prenantes à l'étude.

#### **Zone géographique à couvrir :**

La formulation du programme portera prioritairement sur les 5 pays du Sahel à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, mais pouvant être élargie à d'autres pays du Sahel.

### 4 Étapes et durée de la mission

Le cabinet ou bureau d'étude est chargé de mener la collecte des données et les consultations nécessaires pour la production du document de programme et sa soumission aux instances de validation. Les activités de formulation démarreront après la signature des contrats.

La mission est prévue pour trois (03) mois soit 90 jours ouvrables en trois principales étapes indicatives :

- Étape 1 : Cadrage méthodologique, validation du canevas de programme
- Étape 2 : Collecte de données et élaboration de la version provisoire du programme
- Étape 3 : Amendement, prise en compte des amendements et élaboration de la version définitive du document de programme

## 5 Expertises et qualifications requises

La mission est réalisée par cabinet ou bureau d'études indépendant qui mobilisera une équipe d'experts requis ayant des compétences, qualifications et expériences pertinentes pour la mission selon les profils suivants.

### 5.1 Profil du cabinet

#### Qualifications générales

- Être un cabinet légalement constitué dans un pays du Sahel
- Être spécialisé dans le domaine du développement territorial et environnemental, au niveau transfrontalier, national et régional
- être spécialisé dans la réalisation d'études, l'élaboration de politiques publiques nationales, régionales portant sur l'intégration régionale, le développement agricole et pastoral, la coopération transfrontalière

#### Expériences et connaissances spécifiques du Cabinet

- Expériences dans la formulation de programmes régionaux dans les domaines similaires
- Expériences (au moins 3) dans l'élaboration de projets, programmes et politiques publiques nationales, régionales et transfrontaliers en Afrique de l'Ouest et du Centre et particulièrement au Sahel et intégrant la dimension conflit et insécurité
- Expériences dans la réalisation d'études sur les domaines similaires dans les pays sahéliens
- Connaissances des politiques, des stratégies de développement dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie des pays du Sahel
- Connaissances générales des politiques et des cadres d'intégration régionales au Sahel
- Avoir une expérience de travail avec les institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, G5 Sahel...) et les partenaires techniques et financiers en Afrique de l'ouest
- Connaissances des problématiques sécuritaires et environnementales ;
- Une expérience dans l'évaluation de projets, politiques régionales est un atout.

### 5.2 Profil des experts

**L'équipe d'experts devra comprendre au minimum les profils suivants donnés de manière indicative dans une logique de complémentarité**

#### 1- Un chef de mission chargé de la coordination de la mission et de la rédaction du programme

**Profil général :** Spécialiste en élaboration de projets, programmes et politiques publiques au niveau local, transfrontalier, national et sous régional avec des connaissances en Économiste de l'agriculture, de l'environnement et des ressources naturelles

**Formation et niveau :** Un diplôme universitaire de niveau Doctorat (Ph.D) en sciences sociales et humaines

**Expériences :** Au minimum quinze (10) années d'expériences professionnelles dans l'appui conseil aux projets programmes de développement et la formulation de politiques publiques au profit d'organisations internationales au Sahel.

### **Autres compétences et qualifications requises** à titre indicatif:

- Une excellente connaissance du contexte économique, social, sécuritaire et environnemental de l'espace sahélien ;
- Connaissance de l'organisation institutionnelle et politique des pays du sahel.
- Connaissance des politiques publiques locales et nationales de promotion des filières agricoles de l'élevage, de la pêche et de la promotion des produits forestiers non ligneux
- Connaissances des enjeux de sécurité et de cohésion sociale
- Connaissance et/ou expérience de travail avec la BADEA et l'OADA serait un atout

### **Qualifications techniques**

- Excellentes capacités de rédaction, de synthèse et de présentation
- Maîtrise de l'approche de gestion de projet axé sur les résultats

## **2- Un expert agroéconomiste**

**Profil général :** agro économiste, spécialiste de développement rural, développement des systèmes de production et la promotion des filières agropastorales et halieutiques

**Formation et niveau :** Un diplôme universitaire de niveau minimum BAC +5 : ingénieur agronome, ingénieur d'élevage, ingénieur de développement rural, économie appliquée, ou tout autre domaine pertinent.

**Expériences :** Bonnes expériences dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de promotion des filières et développement des chaînes de valeur au niveau régional

### **Autres compétences et qualifications requises** à titre indicatif dans les domaines suivants ;

- Gestion des projets de développement rural
- Développement des chaînes de valeur agricoles
- Droit et foncier rural
- Analyse des politiques agricoles et alimentaires, analyses économiques et financières des projets ;
- Analyse et connaissances des marchés des produits agricoles
- Connaissances et expériences en étude rentabilité,
- Connaissances en suivi évaluation des projets

## **3- Un expert en agro pastoralisme, environnement, gestion des ressources naturelles et foresterie**

**Profil général :** Géographe, environnementaliste, spécialiste de l'agropastoralisme, de la gestion des ressources naturelles et des changements climatiques

**Formation et niveau :** Un diplôme universitaire de niveau minimum BAC +5 en géographie, environnement, gestion des ressources naturelles, ingénieur agronome, ingénieur d'élevage, ingénieur de développement rural, ou tout autre domaine pertinent.

**Expériences :** Bonnes expériences dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de promotion des filières et développement des chaînes de valeur au niveau régional

**Autres compétences et qualifications requises** à titre indicatif dans les domaines suivants ;

- Élaboration, gestion de projets et suivi évaluation de projets dans le domaine de l'élevage, de la foresterie, de l'environnement et des changements climatiques
- Développement des chaînes de valeur dans le domaine de l'élevage, des ressources halieutiques et des produits forestiers non ligneux
- Agropastoralisme et pastoralisme
- Analyse des politiques de l'élevage, de la pêche et de l'environnement
- Maitrise des enjeux de changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles

#### **4- Un expert chargé des questions de commerce international des produits agropastoraux et d'intégration économique régionale**

**Profil général** : Économiste ou juriste, spécialiste des marchés internationaux de produits agricoles et d'intégration régionale

**Formation et niveau** : Un diplôme universitaire de niveau minimum BAC +5 en Économie, appliquée, internationale, droit international, ou tout autre domaine pertinent.

**Autres compétences et qualifications requises** à titre indicatif dans les domaines suivants ;

- Bonne maitrise des politiques et textes nationaux et internationaux sur l'intégration régionale, le commerce de produits agropastoraux, halieutiques, environnementaux ;
- Bonnes connaissances des textes et cadre du commerce international au Sahel

## **6 Suivi et validation de l'étude**

L'équipe de consultants travaillera sous la supervision et le suivi de l'OADA. Le cabinet devra animer l'atelier de validation du Document du Programme en collaboration avec la structure institutionnelle identifiée pour le portage et l'opérationnalisation et les principales parties prenantes (OADA, BADEA...).

L'OADA recrutera un expert personne ressource qui sera chargée du suivi de l'étude. Il apportera son appui au Cabinet et aux instances dirigeantes du processus. Sa mission est principalement d'apporter un appui technique d'encadrement et d'orientation au processus de formulation.

## **7 Modalités de candidature**

Le dossier de candidature comprendra :

- Une lettre de candidature adressée à Monsieur le Directeur Général de l'OADA
- Les documents administratifs à jour du cabinet
- Une offre technique comprenant la compréhension de la mission, l'approche méthodologique et l'organisation de la mission (max 4 pages) accompagnée d'une présentation du cabinet (expériences, compétences, références) et des experts mobilisés.

Le cabinet retenu présentera son offre financière

Le dossier de candidatures doit être envoyé par courrier électronique en version PDF à [info@aoad.org](mailto:info@aoad.org) au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2024 délai de rigueur.